



# CORÉE DU NORD

**Le journalisme au service du totalitarisme**

Enquête : Vincent Brossel

**Octobre 2004**  
**Reporters sans frontières**  
Secrétariat international  
Bureau Asie - Pacifique  
5, rue Geoffroy Marie  
75009 Paris-France  
Tél. (33) 1 44 83 84 70  
Fax (33) 1 45 23 11 51  
E-mail : [asie@rsf.org](mailto:asie@rsf.org)  
Web : [www.rsf.org](http://www.rsf.org)



[www.rsf.org](http://www.rsf.org)



www.rsf.org

# CORÉE DU NORD

Le journalisme au service du totalitarisme

«J'ai été sanctionné pendant six mois, obligé de travailler dans un élevage de cochons, pour avoir oublié d'écrire la dernière syllabe du nom de Kim Jong-il. Des dizaines de journalistes ont été, comme moi, « révolutionnés », c'est-à-dire rééduqués, pour avoir commis une erreur», témoigne Jang Hae-sung, un ancien journaliste de la télévision nord-coréenne aujourd'hui réfugié en Corée du Sud. Les médias nord-coréens, la «troupe de Kim Jong-il» comme les désigne la terminologie guerrière officielle, sont au service exclusif du culte de la personnalité de Kim Il-sung et de Kim Jong-il.



Depuis trois ans, la Corée du Nord occupe la toute dernière place du «Classement mondial de la liberté de la presse» élaboré par Reporters sans frontières. Pourtant, en pleine crise internationale liée à l'intransigeance de Pyongyang sur son programme nucléaire militaire, certains observateurs annoncent une timide ouverture. Des médias internationaux ont même parlé d'un «printemps de Pyongyang». Qu'en est-il de la liberté de la presse ? Les médias, tous contrôlés par le parti unique, profitent-ils des réformes économiques engagées par Kim Jong-il et de la politique de rapprochement avec la Corée du Sud ?

Une mission de Reporters sans frontières s'est rendue en Corée du Sud en septembre 2004 afin de collecter des informations auprès d'anciens journalistes nord-coréens, de spécialistes sud-coréens de la Corée du Nord et d'organisations de défense des droits de l'homme.

## Des médias au service du culte de la personnalité

A la faculté de journalisme de l'université Kim Il-sung de Pyongyang, les étudiants apprennent à respecter le «plan permanent d'information» qui hiérarchise strictement l'information. Première priorité : faire la

publicité de la grandeur de Kim Il-sung et de son fils Kim Jong-il. Ensuite, démontrer la supériorité du socialisme nord-coréen et dénoncer la corruption bourgeoise et impérialiste. Enfin, dénigrer l'instinct d'invasion des impérialistes et des Japonais.

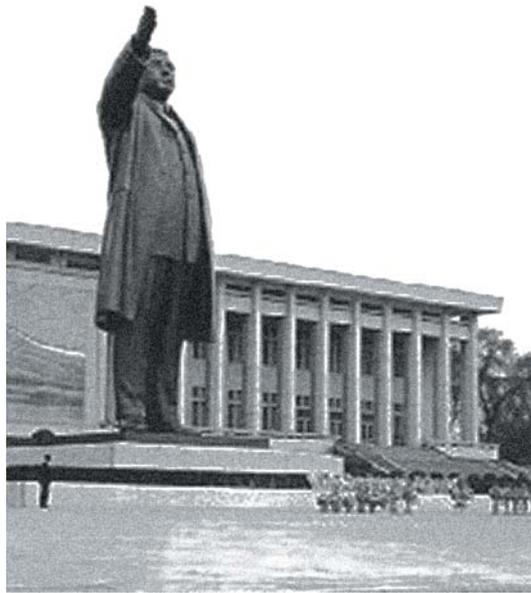
Les journalistes doivent organiser leur travail en fonction de ce «plan». «Une fois par mois, le directeur de la chaîne organisait un programme de presse. Il répartissait les sujets entre les différentes sections. Par exemple, je devais faire trois sujets sur la grandeur de Kim Jong-il et deux sujets sur la menace impérialiste. Pour cela, nous avions accès aux archives de la télévision, une grande salle où sont classées des cassettes selon des thèmes tels que « La grandeur de Kim Jong-il en agriculture », « La grandeur de Kim Il-sung en industrie ». Bien entendu, il y avait des archives secrètes, notamment les images de la télévision sud-coréenne. Nous avons besoin de l'autorisation du président de la télévision pour les utiliser», explique Jang Hae-sung, journaliste de la chaîne *JoongAng Bang Song* (Télévision centrale) de 1976 à 1996.

Les médias sont tenus de respecter certains principes quand ils parlent de Kim Jong-il. Les journalistes doivent faire suivre son nom de ses trois titres les plus glorieux : «Secrétaire général du Parti du travail de Corée, président du Comité de défense nationale de la République démocratique populaire de Corée et commandant suprême de l'armée populaire de Corée.»

Il est interdit d'écrire un article sur sa présence dans un lieu avant qu'il n'en soit parti. Sécurité oblige... Seule exception, des images de sa rencontre historique, en juin 2000, avec le président sud-coréen Kim Dae-jung avaient été diffusées le jour même. Et les chaînes du Sud avaient été autorisées à diffuser l'événement en direct depuis Pyongyang.

Kim Jong-il, comme son père avant lui, se prête évidemment à cette grandiloquente mise en scène. Les journalistes de la télévision ont des consignes très strictes sur la manière de filmer leur «Cher Leader». Kim Jong-il écrit régulièrement des éditoriaux pour le journal du Parti dans lesquels il développe sa vision de la théorie du «djoutché» (quête pour l'autonomie), la mission du Parti et les points faibles du capitalisme. Les écrivains et poètes officiels ne sont pas avares de métaphores pour le qualifier : «le

seul successeur du Grand Leader», «l'Etoile guide du djoutché», «l'artisan du kimilsungisme», «le modèle suprême et sans rival des disciples du kimilsungisme». En revanche, Kim Jong-il n'a que de très rares contacts avec la presse étrangère. Il n'accorde que très peu d'interviews. Le quotidien cubain *Granma*, l'agence russe *Itar-tass* ou Moon Myung-ja, un Américain proche des autorités de Pyongyang, font partie de la poignée de journalistes à avoir eu ce privilège au cours des dix dernières années.



Plus généralement, tout ce qui est favorable à Kim Il-sung, devenu «Président éternel» en 1998, et à Kim Jong-il est systématiquement mis en avant. Ainsi, le jour où la Corée du Sud annonçait, à tort, avoir observé une explosion importante en Corée du Nord, le site de l'agence de presse officielle *Korean Central News Agency (KCNA)* annonçait en Une que Raul Castro, numéro deux du régime cubain, avait adressé un bouquet de fleurs à Kim Jong-il pour le féliciter des avancées du socialisme nord-coréen. Le régime essaie également de convaincre le monde de la grandeur de la dynastie Kim, notamment à travers la diffusion en ondes courtes des programmes de la radio *Voix de la Corée*. En 1997, Pyongyang avait acheté des pages de publicité dans les quotidiens anglo-saxons *New York Times* et *Sunday Times* à l'occasion du 55e anniversaire de Kim Jong-il. Et même si Internet est embryonnaire dans le Nord, le régime a investi pour «promouvoir» les grands leaders, notamment sur le site [www.uriminzokkiri.com](http://www.uriminzokkiri.com).

Ce culte de la personnalité a des effets contradictoires sur la population. Parmi les centaines de réfugiés interviewés, depuis la fin des années 1990, par Médecins Sans Frontières, peu osent critiquer Kim Il-sung, mort en 1994 mais toujours perçu comme le «Père de la Nation», le résistant à l'occupation japonaise et celui qui a industrialisé le pays. De son côté, Lee Joo-il, aujourd'hui journaliste du quotidien en ligne *DailyNK.com*, arrivé à Séoul à la fin des années 1990, explique que les excès du culte de la personnalité ont éveillé son esprit critique : «Les médias publiaient des pleines pages de lettres envoyées par des Africains qui affirmaient étudier avec enthousiasme l'idéologie du djoutché et la vie de Kim Il-sung. Mais dans les journaux, nous ne trouvions rien sur ce que pensaient les Européens et les Américains. Pourquoi seulement les petits pays pauvres s'intéressaient-ils aux résultats du socialisme nord-coréen ?»

Quoiqu'il en soit, le culte de la personnalité a permis à Kim Jong-il de former autour de lui une jeune génération de cadres qui lui est toute dévouée. «Kim Il-sung est le Père de la Nation. Kim Jong-il a sauvé le pays après les années terribles de la famine. Ces jeunes cadres ont traversé cette épreuve avec lui», explique Chung Chang-hyun du quotidien sud-coréen *JoongAng Ilbo*.

### Le contrôle du Parti

L'article 11 de la Constitution nord-coréenne définit le régime strict de l'Etat-Parti : «La République démocratique populaire de Corée doit conduire toutes ses activités sous la direction du Parti du travail de Corée.» Un autre article de la Constitution proclame que «le citoyen se réjouit de la liberté de la presse», mais selon le très officiel Dictionnaire d'histoire, «la presse diffuse et explique la politique du parti et de l'éminent camarade. (...) Non seulement elle la défend avec fermeté, mais elle aide à l'accomplissement de la dictature du prolétariat et ainsi à l'unité du peuple et à l'unification des idées».

Le parti unique est guidé par le «djoutché» et l'idéologie révolutionnaire de Kim Il-sung. C'est le Comité central, ou son bureau politique, qui prend les décisions. Mais de fait, Kim Jong-il, à la tête du praesidium dont il est l'unique membre, dirige seul le pays, comme l'avait fait son père avant lui.



www.rsf.org

# CORÉE DU NORD

## Le journalisme au service du totalitarisme

Il est entouré d'une garde rapprochée composée de plusieurs membres de sa famille. Et, selon toute vraisemblance, il dirige personnellement la redoutée sécurité d'Etat Kukka Anjon Bowibu dont on ne connaît pas le chef depuis la dernière purge en 1982 qui a conduit dans des camps de concentration son ancien responsable Kim Pyong-ha et plusieurs centaines de ses proches. Le règne de Kim Jong-il est renforcé par la faiblesse des autres institutions. Ainsi, le Congrès, défini dans la Constitution comme l'organe principal du Parti, ne s'est pas réuni depuis 1980.



Dans les médias, la domination du Parti se retrouve à tous les niveaux. Kim In-goo, journaliste sud-coréen spécialiste de la Corée du Nord, explique : «La décision revient toujours au Parti. Les journalistes doivent répondre de leur travail au Comité du parti présent dans chaque média. C'est le Kanbou Bou (Comité central) qui choisit les journalistes et le Keom-yol Bou (Département de la Censure) qui contrôle l'information. Et c'est bien entendu le parti qui fixe les sanctions quand un journaliste commet une faute.» Le parti peut également compter sur l'appareil de répression, notamment la Commission d'enquête centrale et le ministère de la Protection de la sécurité d'Etat, présents au sein des médias.

Le directeur du *Rodong Shinmun* (Le Journal des travailleurs), Kim Li-ryong, a rang de ministre. Le président de l'agence de presse *Korean Central News Agency* (KCNA), Choi Chil-nam, et les directeurs de la télévision d'Etat *JoongAng Bang Song* (Télévision centrale), notamment le président Cha Sung-soo, sont tous des hauts dignitaires appartenant au Comité central. Les ordres de Kim Jong-il pour ces trois médias passent par le Département de la

propagande et de la publicité tandis que le Département de la presse et de l'édition se charge des autres médias, notamment en province. La nomination des responsables dépend du seul bon vouloir de Kim Jong-il. «En vingt ans, j'ai connu quatre présidents de la télévision. Ils sont partis quand Kim Il-sung ou son fils l'ont décidé», confirme Jang Hae-sung.

Les médias sont aux ordres de la propagande du parti unique notamment dans son hostilité envers les Etats-Unis. L'élection du président George W. Bush a permis au pouvoir de raviver le sentiment anti-américain de la population, hérité de la guerre de Corée. Les journaux de Pyongyang débordaient de slogans hostiles à l'administration républicaine tandis que les commentateurs de la radiotélévision nord-coréenne adoptaient un ton enflammé au sujet des Etats-Unis. Selon Cho Myong-chul, professeur d'université qui a fui le pays en 1994, cette propagande anti-américaine et militariste a contribué à créer une «nouvelle culture linguistique». «Je vais te tuer comme un impérialiste américain» est ainsi devenu une insulte très populaire. En revanche, sur ordre de Kim Jong-il, les attaques directes contre le gouvernement de Séoul ont diminué avec la Sunshine Policy (politique de détente entre les deux Corée) lancée par le président sud-coréen Kim Dae-jung et poursuivie par son successeur, Roh Moo-hyun. Les foudres de la propagande se concentrent sur les réfugiés, notamment les anciens officiels, l'armée sud-coréenne et le parti conservateur (opposition).

Le Parti compte par ailleurs sur les journalistes pour promouvoir l'histoire officielle. Les «grands mensonges» de la Corée du Nord sont défendus quotidiennement par la presse. Par exemple, selon la propagande, le Sud aurait attaqué le Nord en juin 1950 ; et la santé serait gratuite pour tous les Nord-Coréens.

Le Parti diffuse également ses informations sur Internet. Hébergés au Japon, en Chine et aux Etats-Unis, une trentaine de sites officiels offrent une vision idyllique du régime. Le site de l'agence de presse [www.kcna.co.jp](http://www.kcna.co.jp) propose un bulletin quotidien en coréen et en anglais.

En revanche, au début de l'offensive américaine en Irak, en mars 2003, les médias nord-coréens ont fait preuve d'une inhabituelle discrétion dans leurs réactions. Con-



www.rsf.org

# CORÉE DU NORD

Le journalisme au service du totalitarisme

trairement à ce qui s'était passé lors de la première guerre du Golfe, en 1991, les journaux du pays se sont contentés de diffuser des informations factuelles et se sont abstenus de tout commentaire.

## Des journalistes embrigadés

Tous les journalistes sont membres du Parti. A l'université, ils apprennent à connaître le plan permanent d'information. C'est la base de leur formation. «A la fin de leur scolarité à la faculté de journalisme, une délégation du Comité central vient interviewer les nouveaux diplômés. Quelques semaines plus tard, ils reçoivent une affectation dans une rédaction», explique le journaliste sud-coréen Kim In-goo.

Leur carrière est également gérée par le Parti. S'ils ne profitent pas d'avantages matériels particuliers - leur salaire est supérieur d'un tiers à celui d'un fonctionnaire moyen -, certains journalistes ont le privilège de pouvoir voyager à l'intérieur et parfois à l'extérieur du pays.



Tout au long de leur vie, les journalistes doivent continuer à suivre des formations idéologiques. L'ancienne rédactrice Kim Gil-sun raconte : «Tous les samedis de 9 heures à 17 heures, nous devions assister à des conférences. Des membres du Comité central nous enseignaient les réalisations de Kim Jong-il et Kim Il-sung, leurs principaux discours et l'idéologie du Parti. Tous les Nord-Coréens sont obligés de suivre ces cours qui s'accompagnent de tests. Les ouvriers ont en moyenne deux heures de cours par semaine, mais les universitaires, notamment les journalistes, sont plus sollicités car ils sont censés diffuser l'idéologie à l'ensemble de la population. Bien entendu, nos résultats aux tests avaient des conséquences sur notre carrière. Le Parti comptait sur les journalistes les plus disci-

plinés.»

Pour les publications traitant des intérêts stratégiques du pays, les journalistes sont contraints de vivre en collectivité. Ainsi Kim Gil-sun a vécu pendant dix-sept ans au sein d'un quartier réservé aux employés du groupe de presse Jae 2 Jayon Kwahak Chulpansa (Seconde maison d'édition en sciences naturelles) qui publie des hebdomadaires et des mensuels relatifs à l'industrie de l'armement et aux avancées scientifiques, notamment dans le domaine du nucléaire. «Nous étions tous sortis de l'université Kim Il-sung et la majorité d'entre nous étions des enfants d'anciens combattants ou de victimes de la guerre de Corée. (...) Nous n'avions pratiquement aucun contact avec l'extérieur. (...) Et Kim Jong-il nous avait désignés comme une troupe d'élite.» Elle a été expulsée avec sa famille de son logement et licenciée de son travail pour avoir eu une «conversation dangereuse» à propos de Sung Hae-rim, une maîtresse, aujourd'hui décédée, de Kim Jong-il. «J'ai eu de la chance de ne pas être envoyée dans un camp. Je me suis échappée trois ans plus tard», conclut Kim Gil-sun.

Cet embrigadement a des conséquences sur la «rigidité» professionnelle des journalistes. Même les jeunes animateurs sud-coréens de la revue d'extrême gauche Minjoong 21 (La Nation coréenne 21), qui publient des articles écrits par des journalistes de la revue du Nord Tong-il Shinbo sont formels : «Les premiers textes que nous avons reçus étaient impubliables. C'était de la pure propagande même quand nous leur demandions de parler de la vie quotidienne des Nord-Coréens. (...) Nous avons dû former les journalistes et éditer les articles. (...) Les journalistes de Tong-il Shinbo se présentent comme des révolutionnaires menacés par des superpuissances.»

## Une censure préalable implacable

La devise du Parti pour les journalistes nord-coréens est exigeante : «Les journalistes doivent travailler de manière scientifique, rapide et objective». Mais selon Jang Hae-sung, toutes les autres consignes y font obstacle.

Avant de diffuser une information, le journaliste doit tout d'abord la transmettre à son chef de rubrique puis à son directeur. Ensuite, c'est au responsable de la «section



www.rsf.org

# CORÉE DU NORD

Le journalisme au service du totalitarisme

d'investigation interne» de la valider par un tampon «interne». Le Département de la propagande, à travers la «section d'investigation nationale», doit ensuite apposer son tampon «national».

Ce contrôle strict garantit que l'information soit toujours alignée sur les positions de Kim Jong-il. Régulièrement, les directeurs des médias reçoivent des mémorandums précisant les dernières orientations décidées par le «Cher Leader». Transmis par le Département de la propagande, ils commencent tous par «Kim Jong-il a dit...». Les journalistes sont alors convoqués par le directeur, habituellement les samedis, pour être informés des orientations à suivre. Jang Hae-sung se souvient : «Notre directeur lisait des mémorandums qui, alternativement, demandaient de hausser ou de baisser le ton vis-à-vis de la Corée du Sud ou des Américains.»

Les conséquences sur le traitement de l'information sont évidentes. Les journaux télévisés ne sont qu'une succession d'images de Kim Jong-il visitant de nouvelles entreprises ou inaugurant des cérémonies, le tout accompagné de commentaires lyriques sur la grandeur du père et du fils. Lee Joo-il, réfugié en Corée du Sud depuis 2001, se rappelle : «Comme moi, beaucoup de mes amis ne trouvaient aucun intérêt dans les documentaires de propagande sur Kim Jong-il. (...) De plus, les images de manifestants sud-coréens d'extrême gauche présentées par la télévision officielle comme une illustration de la révolte contre l'impérialisme et le capitalisme nous faisaient penser qu'au moins, dans le Sud, on avait le droit de manifester.»

Dans les médias nord-coréens, on trouve relativement peu d'informations sur l'armée qui compte pourtant plus d'un million d'hommes et absorbe une part très importante du budget de l'Etat. En revanche, l'armée possède deux journaux, notamment le *Joson Inmingun* (Le Quotidien de l'armée populaire), qui sont lus par les soldats. Les forces armées, au service de Kim Jong-il, y sont glorifiées.

## Journalistes «révolutionnés» ou disparus

En Corée du Nord, une faute de frappe ou un commentaire malheureux peuvent coûter cher. Début 2004, un journaliste de la radio



Un site du camp de Haengyong

d'Etat a été sanctionné pour s'être trompé en attribuant le poste de ministre à un vice-ministre. Il aurait passé quelques mois en camp de «révolutionnisation». En 1986, un journaliste de la télévision, Kim Kwan-hee, a passé un an dans un de ces camps de rééducation pour avoir fait l'erreur de qualifier Park Chung-hee de «leader démocrate» alors qu'il a dirigé un régime autoritaire en Corée du Sud de 1961 à 1979.

Ces camps, en réalité des usines ou des fermes d'Etat où le travail est obligatoire, sont le passage obligé des fonctionnaires, notamment des journalistes, qui ont commis une erreur. Jang Hae-sung, journaliste pendant vingt ans à la télévision, a affirmé à Reporters sans frontières avoir eu connaissance d'au moins quarante cas de journalistes «révolutionnés», lui compris.

Après avoir commis une faute, le journaliste est convoqué par le comité du Parti de son média. Il est interrogé et doit faire son auto-critique devant le comité ou la rédaction si la faute est grave. C'est au Parti d'énoncer la sanction qui va de trois mois à deux ans de camp de rééducation. Le fonctionnaire garde son poste, sans être payé. Il est réintégré à la fin de sa peine. «Les camps de rééducation ne sont pas des prisons, mais un village isolé ou un quartier qui comporte un lieu de travail. En revanche, les personnes accusées de crimes contre-révolution-



www.rsf.org

# CORÉE DU NORD

## Le journalisme au service du totalitarisme

naires ou contre Kim Jong-il sont envoyées dans des camps de détention. Même si au moins trois de ces camps ont été fermés au cours des dernières années, plus de 100 000 personnes sont encore détenues», explique Chung Chang-hyun du journal sud-coréen *JoongAng Ilbo*.

Jang Hae-sung précise les «dangers du métier». «Lors des reportages en province, les journalistes demandaient souvent un pot-de-vin ou un cadeau aux responsables des cellules locales du Parti. Ces derniers refusaient rarement, mais s'ils étaient découverts, ils dénonçaient le journaliste. Le reporter était alors également sanctionné.» Le mensonge permanent place les journalistes devant un dilemme : «Des collègues devaient faire un reportage sur la qualité de la viande dans une boucherie de Pyongyang. Mais quand ils sont arrivés, la boutique était vide. Ils ont organisé une mise en scène pour donner l'impression que la boucherie fonctionnait bien. Après la diffusion du reportage, des habitants ont dénoncé le mensonge à leur cellule du Parti et révélé qu'il n'y avait pas de viande dans ce magasin. Le journaliste a été sanctionné pour ce faux reportage. Mais il aurait également été sanctionné s'il n'avait pas fait le reportage...»

Des journalistes ont également été victimes des purges. En 1997, après la défection au Sud du théoricien du djoutché, Hwan Jang-yop, Kim Jong-il a mené une purge dans l'entourage du «traître». En février, le président du quotidien du Parti a été écarté. D'autres journalistes et intellectuels, proches de Hwan Jang-yop, ont disparu. Selon toute vraisemblance, ils ont été envoyés avec leurs familles dans des camps. De même, Kim Gil-sun se rappelle le cas d'un de ses collègues du groupe de presse Jae 2 Jayon Kwahak Chulpansa envoyé en 1990 dans un camp de détention pour avoir osé adresser à Kim Jong-il une lettre dans laquelle il défendait la nécessité de mener des réformes économiques pour «sauver le pays».

Jang Hae-sung est ému quand il parle de Song Keum-chul : «Je partageais mon bureau à la télévision nationale avec ce jeune journaliste. Un jour, il m'a demandé si je pensais que c'était vrai que Kim Jong-il était né, comme nous le racontions à longueur de journée, près de la montagne sacrée de Paekdu. Il semblait savoir que Kim Jong-il était en fait né en Russie. Quelque

temps plus tard, on a discuté du déclenchement de la guerre de Corée. Il n'était pas convaincu par la version selon laquelle le Sud nous avait attaqués. J'ai confirmé ses doutes. Puis, il a été convoqué par la police secrète. Il était soupçonné d'avoir organisé un petit groupe critique. Un jour, il a disparu. Je n'ai plus jamais eu de nouvelles.» Jang a lui aussi été convoqué trois fois par la police politique. Un officier, ancien collègue d'université, l'a prévenu : «Il te reste une semaine.» De peur que son collègue n'évoque leurs conversations sous la torture, Jang rejoint la Chine en janvier 1996 puis la Corée du Sud. «Song Keum-chul a dû être envoyé dans un camp de concentration. Ou peut-être est-il mort ? Je n'en sais rien», conclut l'ancien journaliste de la télévision d'Etat. Selon Jang Hae-sung, au moins trois autres journalistes nord-coréens ont disparu entre 1976 et 1996.

### Le contrôle des radios

Capter les programmes en coréen des radios étrangères reste pour un certain nombre d'habitants du Nord l'unique manière de contourner la propagande officielle. «Oui, on peut acheter des radios en Corée du Nord, mais elles sont bloquées sur la fréquence officielle. Certains prennent le



Le studio de FreeNK

risque de les démonter pour capter d'autres fréquences», explique un réfugié. Selon le directeur de la radio dissidente *FreeNK* (basée à Séoul), le contrôle de la police politique sur les postes de radio s'est affaibli au milieu des années 1990, lors de la grande famine. Aujourd'hui, de plus en plus de postes de radio pénètrent dans le pays, notamment à Pyongyang, en provenance de Chine populaire. Mais ces importations clandestines pourraient être ralenties. En effet, en septembre 2004, un journal japonais a révélé qu'une unité d'élite avait été transférée le long de la frontière avec la Chine pour prévenir la sortie des transfuges. Ces soldats

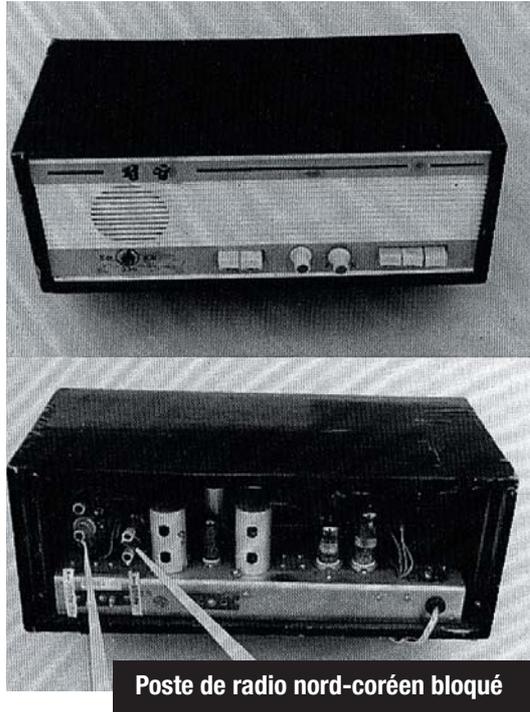


www.rsf.org

# CORÉE DU NORD

## Le journalisme au service du totalitarisme

viendront compléter le dispositif chinois de surveillance vidéo déjà installé dans la province de Jilin.



Poste de radio nord-coréen bloqué

Selon plusieurs témoignages de réfugiés, certains Nord-Coréens enregistrent un seul poste de radio auprès des autorités, et en achètent un second. 20 % des ménages nord-coréens posséderaient un poste individuel. En 2003, l'augmentation du nombre d'auditeurs aurait été significative. Selon une enquête menée par *Radio Free Asia (RFA)* auprès de réfugiés, en 2001, ils étaient six sur douze à avoir écouté les programmes en coréen de *RFA*. En 1999, ils n'étaient qu'un sur douze. Un autre sondage réalisé auprès de deux cents réfugiés nord-coréens par la radio *Voice of America (VOA)*, révèle que 87 % d'entre eux avaient écouté l'une de ces stations avant de partir. Les autorités brouillent également les ondes de ces radios. «On entendait un énorme bruit de moteur, mais difficilement les informations. La qualité s'améliorait seulement vers onze heures du soir», affirme le journaliste réfugié Kim Seong-min, arrivé en Corée du Sud en 1999. Pour lui, écouter les programmes étrangers a été un choc. «Je pense que beaucoup de transfuges ont décidé de partir après avoir écouté les stations internationales et sud-coréennes. Cela ouvrait les yeux», affirme le directeur de *FreeNK*.

Les radios sud-coréennes *KBS* et *Keuk Dong* seraient les plus populaires, suivies par

*VOA* et *RFA*. Le responsable de Médecins Sans Frontières à Séoul tempère : «Nous avons recueilli le témoignage de centaines de réfugiés. Un grand nombre d'entre eux n'avaient aucune information sur ce qui se passait à l'intérieur ou à l'extérieur. Certaines personnes de zones rurales ne savaient même pas que le Programme alimentaire mondial distribuait des tonnes de nourriture dans le pays chaque mois. (...) Une majorité de Nord-Coréens luttent quotidiennement pour survivre. L'accès à l'information n'est pas forcément une priorité. En revanche, une fois qu'ils ont réussi à s'échapper, notamment quand ils arrivent en Chine, le choc avec la réalité du monde est terrible. C'est un des éléments qui peut expliquer que 70 % des réfugiés que nous accueillons souffrent de séquelles post-traumatiques.»

Fin 2003, le Parti a lancé une vaste campagne de vérification des radios. Chaque responsable de cellule du Parti dans un quartier ou un village a reçu l'instruction de contrôler les scellés sur tous les postes. On n'en connaît pas la portée, mais il s'agissait avant tout de faire peur. Le 13 juin 2004, les autorités nord-coréennes ont désigné les postes de radio comme de «nouveaux ennemis du régime». Des défenseurs des droits de l'homme basés en Corée du Sud, soutenus par Reporters sans frontières, venaient d'annoncer leur intention d'envoyer par ballons des centaines de petits transistors en Corée du Nord, permettant aux habitants d'écouter des radios étrangères. Selon le quotidien officiel *Rodong Shinmun*, il s'agissait d'une «tentative américaine de déstabiliser le pouvoir» et, notamment à travers *Radio Free Asia*, de servir des «intérêts impérialistes» en Asie.

Les services de sécurité considèrent comme un «crime politique» de détenir une radio sans autorisation. C'est la prison qui attend tout Nord-Coréen arrêté en train d'écouter une station autre que celle du pouvoir. Il est impossible de savoir combien de personnes ont été ou sont détenues pour ce «délit». Quoiqu'il en soit, chaque réfugié a entendu parler d'un cas de ce type. La Bo An-Seoung, la police politique, est en charge d'identifier les «criminels», avec l'aide de la Kukka Anjon Bowibu (ministère de la Protection de la sécurité d'Etat). Ces deux institutions ont comme objectif de maintenir la présence dans le pays d'un indicateur pour cinquante habitants. Aux entrées de chaque bloc d'immeubles, les services de sécurité disposent d'un poste. Dans chaque petite



www.rsf.org

# CORÉE DU NORD

Le journalisme au service du totalitarisme

ville du pays, la police politique compte au moins trois agents. «Ceux qui écoutent les radios internationales ne le disent pas à leurs voisins, ni parfois à leurs enfants. De peur d'être dénoncés», assure Lee Joo-il.

En revanche, les Nord-Coréens ne peuvent échapper au Sambangsong (Troisième diffusion), un système de propagande diffusée par des haut-parleurs installés dans des usines, des administrations et dans certains logements ...

## De rares médias dissidents

Depuis plusieurs années, les radios *Voice of America* et *Radio Free Asia* ont des programmes en coréen qui s'adressent plus particulièrement au Nord. Il manquait une radio issue de la communauté des Nord-Coréens résidant dans le Sud. La création de *FreeNK*, diffusée sur le site [www.freenk.net](http://www.freenk.net), vient combler ce vide, mais cela n'a pas été sans mal. «Nous étions écoeurés d'entendre des slogans favorables au régime de Pyongyang dans les manifestations en Corée du Sud. Il était de notre devoir d'informer les Sud-Coréens sur la réalité du Nord, et les Nord-Coréens sur la réalité du monde», affirme Kim Seong-min, directeur de cette station basée à Séoul. Avec des moyens très limités, un groupe de réfugiés a réussi à émettre les premiers programmes d'information le 16 février 2004, date de l'anniversaire de Kim Jong-il.

*FreeNK* a dû faire face à des menaces verbales et physiques de la part de partisans sud-coréens du régime de Pyongyang. Appels anonymes, visites d'inconnus dans les locaux ont contraint l'Institut de la réunification qui hébergeait la radio à lui demander de partir. L'équipe, qui entre-temps a perdu trois de ses membres effrayés par ces menaces, s'est installée dans un nouveau studio à Séoul. Les journalistes travaillent sous la protection permanente d'un policier sud-coréen. Kim Seong-min, ancien écrivain officiel de l'armée nord-coréenne, refuse de baisser les bras : «Nous savons que le Nord fait pression sur le Sud pour que nous soyons fermés. Mais notre devoir est d'informer notre peuple.» Aujourd'hui, *FreeNK* produit une heure de programme quotidien diffusée sur Internet et écoutée par en moyenne 3 000 personnes chaque jour. Grâce à de nouveaux soutiens financiers venus de Corée du Sud et des Etats-Unis, Kim Seong-min espère pouvoir enta-

mer en 2005 une vraie diffusion radio vers le Nord.

Pressé par le régime communiste, notamment lors d'une rencontre officielle en avril 2004, le gouvernement de Séoul semble avoir lâché la radio dissidente. Et les pressions continuent. En juin 2004, des manifestants pro-nord-coréens s'en sont pris au studio d'enregistrement. En août, près de cent cinquante étudiants sympathisants du régime de Pyongyang ont manifesté devant les nouveaux locaux de *FreeNK*. Le directeur a été frappé lors de ce rassemblement, malgré la protection de la police. Dans un tract d'un groupe de soutien à Pyongyang, cette campagne vise «ceux qui ont trahi leur pays et commencé la réalisation d'une prétendue radio diffusée par Internet sous le contrôle et avec le soutien des Etats-Unis d'Amérique et du pouvoir d'extrême droite.» Lors d'un meeting organisé, en avril, par un groupe similaire, le dissident nord-coréen Hwan Jang-yop, qui collabore avec *FreeNK*, a été personnellement menacé : «Sauf si tu veux mourir de la plus honteuse et misérable manière, Hwan Jang-yop, tu dois t'excuser pour tes crimes contre le peuple et te suicider maintenant ! (...) Rappelle-toi que nous te voyons à tout moment.» Enfin, l'équipe de *FreeNK* a affirmé à Reporters sans frontières que des journalistes sud-coréens et japonais avaient été informés que Kim Jong-il avait personnellement ordonné de tuer les animateurs de la radio.

Aucune des personnes interrogées par Reporters sans frontières n'a entendu parler de publications clandestines en Corée du Nord. On sait seulement qu'en 1999, Kim Jong-il avait ordonné d'augmenter la surveillance des machines à écrire et des photocopieurs de peur qu'ils ne soient utilisés contre le régime. En revanche, un médecin nord-coréen réfugié en Corée du Sud vient de lancer une publication destinée à sa communauté. Et le quotidien en ligne *DailyNK.com* doit démarrer en décembre 2004 avec sept journalistes.

## «Les journalistes étrangers sont tous des menteurs»

Il n'existe à Pyongyang que trois médias étrangers disposant d'un bureau permanent : l'agence chinoise *Xinhua*, le quotidien officiel chinois *Le Quotidien du peuple* et l'agence de presse russe *Itar-tass*. Toutes les autres demandes de médias sud-co-



www.rsf.org

# CORÉE DU NORD

## Le journalisme au service du totalitarisme

réens ou occidentaux ont été refusées. « Ces journalistes font partie du décor. Lors d'un sommet ministériel entre les deux Corée en 2000, un journaliste du bureau de *Xinhua* était venu me voir pour être informé des résultats des rencontres ministérielles. Il n'avait visiblement aucune source locale », affirme Kim In-goo du quotidien sud-coréen *Chosun Ilbo*.

Certains officiels nord-coréens affichent clairement leur hostilité à la presse internationale. En septembre 2004, le ministre des Affaires étrangères, Paek Nam-sun, avait répondu sèchement que « les journalistes sont tous des menteurs » à une question de son homologue britannique sur la nature d'une explosion repérée par les Etats-Unis et la Corée du Sud.

En 2000, la Korea Press Foundation devait organiser un programme d'échanges entre journalistes du Nord et du Sud. Cette institution avait également demandé que des correspondants sud-coréens puissent s'installer au Nord. Pyongyang n'a jamais autorisé un tel projet. Malgré ces restrictions, la presse sud-coréenne est très attentive à la situation au Nord. Au moins deux des principaux quotidiens du pays, le *Chosun Ilbo* et le *JoongAng Ilbo*, disposent de centres de recherche sur la Corée du Nord. Les journalistes y scrutent quotidiennement la télévision, la radio, les journaux et l'agence de presse officielle du Nord.

La Corée du Nord autorise de manière très sporadique la presse étrangère à visiter le pays. Des pools de presse sont acceptés lors de visites officielles, comme récemment celles des autorités sud-coréennes, japonaises ou anglaises. La visite de l'ancienne secrétaire du Département d'Etat américain, Madeleine Albright, avait mobilisé un nombre sans précédent de médias étrangers, notamment la chaîne de télévision CNN. Au cours des trois dernières années, l'Agence France-Presse (AFP) n'a par exemple eu accès à la Corée du Nord qu'à trois reprises. Le reste du temps, les bureaux de Pékin et Séoul de l'AFP dépendent alors des dépêches de la KCNA, de l'agence sud-coréenne *Yonhap* et des rares Occidentaux qui vivent à Pyongyang.

Mais, les rares titres sud-coréens et japonais qui soutiennent la Corée du Nord sont, quant à eux, les bienvenus dans le pays. Yoo Byeong-mun du magazine *Minjoong 21* se veut conciliant : « Quand nous allons en

reportage à Pyongyang, nous pouvons aller sur les marchés, parler aux gens, même si nous savons que nos guides choisissent les gens et les lieux. Mais, vous savez, quand des journalistes nord-coréens sont venus dans le Sud, on les a parqués dans des hôtels avec interdiction de sortir. »

Les autorités de Pyongyang facilitent également le travail des publications sud-coréennes qui soutiennent la Sunshine Policy. Alors que des journalistes du quotidien conservateur *Chosun Ilbo* ont été plusieurs fois interdits d'accès au Nord, des reporters du quotidien *Hankyoreh Shinmun*, notamment le photjournaliste **Yim Jong-jin**, ont obtenu plus facilement des visas. Ce dernier a ainsi pu se rendre six fois au Nord au cours des six dernières années. « Bien entendu, nous demandions des visas pour nous rendre sur des sites touristiques, mais l'objectif de nos reportages était d'enquêter sur la vie quotidienne des Nord-Coréens. Je pense que nos guides l'avaient compris. De toute manière, ils nous accompagnaient tout le temps. Ils dormaient dans le même hôtel que nous », explique le photographe. Tout journaliste étranger est ainsi accompagné d'un ou deux guides, la plupart du temps des journalistes nord-coréens, qui sont chargés de l'empêcher de sortir du programme préétabli avec les autorités. En mai 2002, des journalistes étrangers avaient été menacés par leurs guides : « Certains ont voulu voir des choses interdites. Nous allons voir ce que vous allez raconter dans vos médias et ceux qui auront mal écrit ou mal filmé ne seront pas autorisés à revenir. » La même année, le photographe free-lance français Olivier Mirguet avait été interpellé par trois policiers dans les rues de Pyongyang pour avoir pris des photographies sans l'autorisation de ses guides.

Couvrir la situation des réfugiés nord-coréens en Chine populaire n'est pas non plus facile. Le photographe Seok Jae-hyun a passé plus de quatorze mois en détention en Chine pour avoir couvert une tentative d'exfiltration de réfugiés nord-coréens. La justice chinoise l'avait condamné à deux ans de prison pour « trafic d'êtres humains », mais comme il l'a confirmé à Reporters sans frontières : « Les policiers et les officiels m'ont, dès le début, reproché mon métier de photographe et l'objet de mon reportage. A travers moi, ils voulaient intimider les reporters sud-coréens qui travaillent sur la question des réfugiés nord-coréens. » De son côté, le vidéoreporter indépendant



www.rsf.org

# CORÉE DU NORD

## Le journalisme au service du totalitarisme

Oh Young-Phil a passé près de seize mois dans une prison chinoise pour avoir filmé une autre opération d'exfiltration pour la chaîne japonaise *Tokyo Broadcasting System*. Détenu de mars 2003 à juillet 2004, il a été obligé de fabriquer des fleurs artificielles huit heures par jour. Les autorités pénitentiaires lui refusaient le droit d'écrire des lettres ou de recevoir sa famille. Malgré tout, Seok Jae-hyun et Oh Young-phil souhaitent continuer à travailler sur la situation des Nord-Coréens en Chine.

Enfin, la censure chinoise sur le sujet sensible de la Corée du Nord a récemment fait une victime dans les rangs de la presse réformatrice. Le bimensuel diplomatique chinois *Zhanlue Yu Guanli* (Stratégie et Management) a été fermé en septembre 2004 suite à la publication dans le numéro d'août d'un article de l'économiste Wang Zhongwen critique à l'encontre du régime nord-coréen.

### Conclusions

La «propagande abrutissante» dont parle l'historien français Pierre Rigoulot est l'une des armes majeures du régime totalitaire nord-coréen. Aucun pays dans le monde ne connaît un tel contrôle et une telle manipulation de l'information.

Au Turkménistan ou à Cuba, les médias sont également dédiés au culte de la personnalité et à la légitimation du régime en place. Mais dans quel autre pays envoie-t-on un journaliste d'Etat pendant six mois dans un camp de rééducation pour avoir mal orthographié un nom ou avoir confondu un ministre avec un vice-ministre ? Dans quel autre pays du monde, les médias se sont-ils abstenus de publier la moindre information sur une famine qui a causé la mort de deux millions de personnes sur une population totale de vingt-deux millions ? Quel autre régime oblige 200 000 prisonniers de camps de concentration à se rééduquer en lisant les éditoriaux de la presse officielle ?

Le totalitarisme nord-coréen a cette particularité qu'il a produit une idéologie singulière, le kimilsungisme et le «djoutché», que des journalistes embrigadés ont la charge d'expliquer à la population. Les médias sont également la cheville ouvrière de la glorification de Kim Il-sung et Kim Jong-il. En plus des chansons, des milliers de panneaux bardés de slogans à la gloire du père

et du fils, des 30 000 statues dressées dans le pays, des badges accrochés à chaque veste, des centaines de livres dédiés à la grandeur des Kim, les journalistes, sous la menace permanente de sanctions terribles, sont des propagandistes disciplinés.

Il est en tout cas bien difficile de noter des changements significatifs en matière de liberté de la presse en Corée du Nord. Kim In-goo du *Chosun Ilbo* est catégorique : «Rien n'a changé dans les médias au cours des cinq dernières années. La même structuration de l'information et le même style figé. (...) On pourrait penser que le Parti n'a pas les moyens financiers de rénover les médias, alors que dans le même temps, il investit pour diffuser sa télévision sur le satellite.» Chung Chang-hyun du *JoongAng Ilbo* est plus nuancé : «En mars 2003, la KCNA a utilisé le terme réforme dans un commentaire. Ce n'était pas une erreur car le journaliste n'a pas été sanctionné. (...) On voit ou on lit de plus en plus de reportages vantant la politique d'amélioration des conditions de vie des Nord-Coréens.» Déjà, le 1er juillet 2001, un présentateur de la télévision officielle avait annoncé, sans aucune forme de commentaire, que le socialisme nord-coréen serait «meilleur avec le projet de réforme».

Chung Chang-hyun précise : «Les médias ont reçu l'instruction de parler de «Kaesun», l'amélioration, et pas de «Kaehuk», la réforme. Si le mot réforme se diffuse dans la société, le régime risque d'être contesté. (...) Encore une fois, les médias sont là pour protéger Kim Jong-il. Des cadres nord-coréens parlent de Kaehuk à l'extérieur du pays, mais c'est Kaesun qui est utilisé dans la presse.»

Pyongyang refuse de discuter des droits de l'homme avec la communauté internationale. En 2003, le gouvernement avait répondu à des rapports présentés à la Commission des droits de l'homme des Nations unies : «Il n'existe aucun problème de droits de l'homme en Corée car toute la population est une grande famille qui vit dans l'harmonie en s'aidant et au sein du système socialiste tourné vers l'Homme.» En revanche, certains officiels auraient accepté de discuter de cette question avec le ministre britannique des Affaires étrangères, Bill Rammell, lors de sa visite à Pyongyang, en septembre 2004. Mais on ne connaît pas la teneur de cet entretien.



www.rsf.org

# CORÉE DU NORD

**Le journalisme au service du totalitarisme**

La Corée du Nord est le pays du monde qui reçoit la plus importante aide humanitaire des pays industrialisés, à travers le Programme alimentaire mondial des Nations unies qui envoie des millions de tonnes de nourriture et de médicaments par an, sans que l'on ait aucune certitude sur leur destination. Mais cette aide n'est conditionnée à aucune amélioration des libertés fondamentales. Il est urgent que la communauté internationale exige des améliorations concrètes en Corée du Nord. Reporters sans frontières demande à l'Union européenne que cette aide humanitaire soit accompagnée d'exigences en vue d'une amélioration significative de la situation de la liberté d'expression. L'organisation suggère que l'Union européenne soutienne matériellement les réfugiés nord-coréens qui tentent d'informer leurs compatriotes, notamment grâce à des programmes de radio. Reporters sans frontières souhaite par ailleurs que le rapporteur spécial des Nations unies sur la Corée du Nord mentionne le problème de la liberté de la presse dans son prochain rapport. Enfin, il est urgent que les Nations unies interviennent auprès de la Chine populaire pour que les journalistes chinois et étrangers puissent enquêter librement sur la situation des réfugiés nord-coréens. La communauté internationale doit se mobiliser pour faire respecter le droit des Nord-Coréens à une information pluraliste.